

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 16/01/26

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **THIMEAU**

ZI Nord - Extension Ouest  
13 rue Isaac Newton  
77100 MEAUX

Références : E/2026- **0121**  
Numéro Hélios : 63232  
Code AIOT : 0006502601

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement THIMEAU implanté RUE DE LA CLEF SAINT PIERRE ZAC DE LA COURTILLIERE 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection annuelle a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THIMEAU
- RUE DE LA CLEF SAINT PIERRE, ZAC DE LA COURTILLIERE, 77400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES
- Code AIOT : 0006502601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis le début des années 1990, la société est spécialisée dans la location et l'entretien de vêtements professionnels, d'articles textiles et de tapis de protection des sols pour des entreprises provenant de secteurs variés (industrie, hôtellerie, restauration).

Sur le site, les vêtements peuvent être nettoyés à l'eau ou avec des solvants pour le nettoyage à sec.

Le site dispose de 2 bâtiments pour ses activités :

- le bâtiment Magic Rambo est composé d'une vingtaine de laveuses et essoreuses de 8 à 115 kg (total : 1 331 kg) ; actuellement 15 machines sont réservées au lavage à sec (sensène),
- le bâtiment Paris-Est est composé d'un tunnel de lavage comprenant 12 compartiments de 60 kg pour les vêtements de travail, et de 10 laveuses et essoreuses de 21 à 300 kg (total : 976 kg).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des constats

### Constats hors points de contrôle

#### PFAS

L'exploitant a fait analyser ses eaux industrielles durant 3 mois (1 mesure par mois : septembre, octobre et novembre 2024) afin de rechercher d'éventuels PFAS : ces analyses ont révélé la présence de :

- AOF : lors de la première et troisième campagne,
- PFBA : lors de la deuxième campagne.

L'exploitant a indiqué ne pas connaître l'origine de ces PFAS car les produits lessiviels n'en contiennent pas selon les FDS (Fiche de Donnée de Sécurité) ; les 12 fournisseurs ont été contactés : ceux-ci ont annoncé qu'aucun AOF et aucun PFBA n'est présent dans les produits lessiviels.

De plus, aucun exercice n'a été réalisé avec des extincteurs (pouvant contenir des PFAS) et aucun départ de feu n'a été signalé. Il a expliqué ne pas avoir modifié le mode de nettoyage, le type de produit lessiviel et le type des vêtements. En présence de PFAS dans un produit lessiviel, les résultats des trois campagnes auraient été similaires.

L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser une nouvelle campagne d'analyses des eaux industrielles en mai 2025 côté Magic Rambo et côté Paris Est : des concentrations en AOF ont été retrouvées au droit des deux analyses ; les résultats sont inférieurs à ceux datant de fin 2024.

L'exploitant doit poursuivre ses recherches sur l'origine des émissions de PFAS dans les rejets aqueux.

#### RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau)

Par courrier préfectoral du 13 juillet 2016, il avait été demandé à l'exploitant de poursuivre la surveillance pérenne des substances suivantes :

- chloroforme,
- tétrachloroéthylène (aussi nommée perchloroéthylène) et de mettre en place un programme d'action pour cette substance.

Via les analyses des rejets industriels de janvier 2024 à septembre 2025 :

- chloroforme : l'exploitant a indiqué que la concentration moyenne en 2025 est de 89 µg/L, pour une concentration maximale de 174 µg/L ; la valeur d'émission limite (VLE) à respecter est de 50 µg/L (le flux étant supérieur à 2 g/L) (cf arrêté ministériel du 02/02/98 *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*),
- tétrachloroéthylène : la concentration maximale relevée s'élève à 2,5 µg/L ; la VLE étant de 25 µg/L (cf arrêté ministériel du 02/02/98), **le plan d'action au titre de l'action RSDE est considéré comme respecté.**

Le site étant soumis à autorisation (au titre de la rubrique n° 2345) et à enregistrement au titre de la rubrique n° 2340, les prescriptions des arrêtés ministériels du :

- 02/02/98 *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*,
- 14/01/11 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*,

sont applicables au site. Dans le cas de plusieurs VLE, la plus restrictive s'applique.

### Constats des points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 3.1	/	Sans objet
3	Contrôle de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 3.7.2	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 7.1	/	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 7.4	/	Sans objet
6	Valeurs Limites d'Emission (VLE)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet
7	Points de rejets - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	/	Sans objet
8	Respect des VLE - conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I	/	Sans objet
9	Surveillance des rejets - mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est bien tenue, et les contrôles réglementaires sont réalisés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la visite d'inspection de novembre 2024, l'exploitant devait notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• concernant la toiture du local NAS (Nettoyage A Sec) : se positionner quant au PV de classement du 21 décembre 2017, associé à l'attestation des travaux du local du 2 octobre 2024, valable jusqu'au 21 décembre 2022, soit antérieurement à la réalisation des travaux,</li><li>• concernant la condamnation d'une porte coupe-feu : transmettre un justificatif des travaux ou une attestation sur l'honneur,</li><li>• concernant les autres portes coupe-feu : transmettre le devis associé au document d'intervention du 14 juin 2023 pour l'installation des portes coupe-feu coulissantes, et se positionner quant au PV d'essai du 27 mai 2015 (et non 2020 comme indiqué dans le rapport d'inspection de novembre 2024), associé au PV de reconduction du 11 juin 2020, valable jusqu'au 21 décembre 2022, soit antérieurement à la réalisation des travaux,</li><li>• concernant la porte piéton : se positionner quant au degré coupe-feu de la porte, et réaliser les actions nécessaires afin que celle-ci se ferme entièrement.</li></ul> <p>Par courrier du 17 mars 2025 et lors de la visite d'inspection du 11 décembre 2025, l'exploitant a transmis/présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• concernant la toiture du local NAS : un justificatif du 20 octobre 2022 de la reconduction du PV de classement du 21 décembre 2017, associé à l'attestation des travaux du local du 2 octobre 2024, devenu valable jusqu'en décembre 2027 (initialement valable jusqu'au 21 décembre 2022),</li><li>• concernant la condamnation d'une porte coupe-feu : un justificatif de la Société ABM du 12 mars 2025 ; toutefois, celui-ci n'est pas signé. La version signée du justificatif de la Société ABM du 12 mars 2025 a été transmise par courriel du 19 décembre 2025,</li><li>• concernant les autres portes coupe-feu : le devis de la Société ABM du 7 mars 2023 concernant la fourniture et la pose de 2 portes coupe-feu. Il est à noter que le bon d'intervention du 14 juin 2023 évoque un devis n° 78 AB 232306, non transmis. L'exploitant a indiqué par courrier du 17 mars 2025 qu'ils ne peuvent pas retrouver la bonne référence ; la Société 2 AM OUVERTURE étant un sous-traitant de la Société ABM (la référence du bon</li></ul>



d'intervention est une référence interne entre ABM et 2AM OUVERTURE). Un PV d'essai pour la fermeture automatique du 27 mai 2015 (et non 2020 comme indiqué dans le rapport d'inspection de novembre 2024) avait été transmis préalablement à la visite d'inspection de novembre 2024, associé au PV de reconduction du 11 juin 2020 valable jusqu'au 27 mai 2025 (et non 21 décembre 2022 comme indiqué dans le rapport d'inspection de novembre 2024). Un PV de classement du 26 mai 2016 valable jusqu'au 30 janvier 2019, ainsi qu'un justificatif du 14 janvier 2019 de la reconduction associé (valable jusqu'au 30 janvier 2024) concernant des portes coupe-feu de référence C112 (la référence "C112" apparaît sur le bon d'intervention de la Société 2 AM OUVERTURE du 14 juin 2023 susvisé) ; l'exploitant a indiqué que ces travaux se sont terminés avant 2024,

- concernant la porte piéton : une photographie de la plaque de la porte indiquant le degré EI 60 (donc 1h), les murs étant EI 120 (donc 2h), ainsi que le PV de classement associé (cf référence de la plaque de la porte) du 17 décembre 2014 et le justificatif du 18 novembre 2014 de la reconduction du PV de classement associé (valable jusqu'en décembre 2019). L'arrêté ministériel du 31/08/09 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2345 relative à l'utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou des vêtements* stipule en son article 2.4.2.1 (pour la résistance au feu de parois des locaux abritant une installation contenant des solvants autres que le perchloroéthylène) un degré EI 30 minimal pour les portes donnant sur l'intérieur, celles-ci devant être munies d'un ferme porte ; le ferme porte a été vérifié lors de la visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des sols

**Prescription contrôlée :**

[...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides. [...]

**Constats :**

Les fûts ont été observés sur rétention.

L'exploitant a indiqué qu'en cas d'incompatibilité de stockage, une séparation de la rétention est réalisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Contrôle de la pollution des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 3.7.2

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de faire procéder, à ses frais, à des contrôles trimestriels, [...] <p>Ces contrôles devront être effectués par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement. Les résultats de ces analyses comporteront également l'indication des volumes des effluents rejetés mensuellement durant le trimestre précédant la mesure ainsi que le pH.</p>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection de novembre 2024, il avait été indiqué à l'exploitant que le cas échéant, une recherche des solvants (notamment le sensène) dans les rejets aqueux devra être réalisée. <p>Lors de la visite d'inspection de décembre 2025, l'exploitant a indiqué que le laboratoire n'a pas déterminé de nouveaux polluants à rechercher, les hydrocarbures étant déjà recherchés régulièrement dans les eaux industrielles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'installation électrique sera entretenue en bon état : elle sera conforme et périodiquement contrôlée par un organisme compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...] <p>L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours</p>
<b>Constats :</b>  Les installations des bâtiments Magic Rambo et Paris Est sont contrôlées séparément : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en septembre 2025 pour Magic Rambo (la précédente vérification date d'octobre 2024) : le rapport fait état de 25 observations. Un tableau de suivi permet de référencer la maintenance réalisée, ainsi que la date associée,</li> <li>• en février 2025 pour Paris Est : le rapport fait état de 26 observations (toutes déjà signalées). Une maintenance est réalisée, la date associée est renseignée.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1993, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La défense contre l'incendie devra être assurée au moyen : <ul style="list-style-type: none"><li>- de robinets d'incendie armés [...] placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de 2 jets de lance [...]</li><li>- d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée d'une capacité minimale de 6 L judicieusement repartis à l'intérieur des locaux,</li><li>- d'extincteurs appropriés aux risques particuliers.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les installations des bâtiments Magic Rambo et Paris Est sont contrôlées séparément.  Les extincteurs ont été contrôlés en : <ul style="list-style-type: none"><li>• janvier 2025 pour Magic Rambo (le site dispose d'environ 100 extincteurs) : des extincteurs (environ 25) doivent être remplacés. Il est à noter que l'année de mise en service n'est pas systématiquement renseignée. Un bon de commande de janvier 2025 pour le changement de plusieurs extincteurs a été présenté.</li><li>• août 2025 pour Paris Est (le site dispose d'environ 60 extincteurs) : 19 extincteurs devaient être changés. Un justificatif de novembre 2025 concernant le remplacement de ces 19 extincteurs a été présenté.</li></ul> Les RIA ont été contrôlés en : <ul style="list-style-type: none"><li>• janvier 2025 (6 RIA présents) pour Magic Rambo,</li><li>• février 2025 (5 RIA présents) pour Paris Est,</li></ul> Le poteau incendie situé à l'entrée du site a été contrôlé en septembre 2024. Celui-ci a été considéré comme conforme par la Société VEOLIA. Toutefois, le débit mesuré n'est pas renseigné.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit se positionner quant à un éventuel contrôle du poteau incendie réalisé en 2025 permettant de connaître le débit durant notamment 2h. De plus, il doit se positionner quant aux extincteurs (environ 12) dont la date de mise en service n'est pas renseignée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Valeurs Limites d'Emission (VLE)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>12 - Rejets de substances cancérigènes :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur d'émission :



- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.a dépasse 0,5 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.b dépasse 2 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.c dépasse 5 g/h ;
- si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.d dépasse 25 g/h.

[...]

#### **Annexe IV**

Annexe IV a : Substances visées au 12° de l'article 27

Benzidine; benzo (a) pyrène; béryllium et ses composés inhalables, exprimés en Be; composés du chrome VI en tant qu'anhydride chromique (oxyde de chrome VI), chromate de calcium, chromate de chrome III, chromate de strontium et chromates de zinc, exprimés en chrome VI; dibenzo (a, h) anthracène; 2 naphtylamine; oxyde de bis chlorométhyle.

Annexe IV b : Substances visées au 12° de l'article 27

Trioxyde et pentoxyde d'arsenic, acide arsénieux et ses sels, acide arsénique et ses sels, exprimés en As; 3,3 dichlorobenzidine; MOCA; 1,2 dibromo-3-chloropropane; sulfate de diméthyle.

Annexe IV c : Substances visées au 12° de l'article 27

Acrylonitrile; épichlorhydrine; 1-2 dibromoéthane; chlorure de vinyle; oxyde, dioxyde, trioxyde, sulfure et sous-sulfure de nickel, exprimés en Ni.

Annexe IV d : Substances visées au 12° de l'article 27

Benzène; 1-3 butadiène; 1-2 dichloroéthane; 1-3 dichloro 2 propanol; 1-2 époxypropane; oxyde d'éthylène; 2 nitropropane.

#### **Constats :**

Suite à la visite d'inspection de novembre 2024, l'exploitant devait se positionner quant :

- au débit lors des mesures de septembre 2024, différent de celui annoncé lors de l'inspection (22 000 m3/h),
- à la présence de perchloroéthylène mise en évidence lors des mesures de rejets atmosphériques de mai 2024, alors que le perchloroéthylène n'est plus utilisé sur le site depuis novembre 2023, et le cas échéant les mesures prévues pour remédier à cette situation,
- à la présence de propanol lors des mesures de septembre 2024 et non de mai 2024,
- à l'absence de nécessité de rechercher les polluants visés à l'annexe IV.

Par courrier du 8 août 2025 et lors de la visite d'inspection de décembre 2025, l'exploitant a indiqué :

- avoir contacté le laboratoire APAVE concernant le rapport d'analyses des rejets atmosphériques de septembre 2024 :
  - le débit est de 24 700 m3/h et non 33 850 m3/h (cohérent avec les analyses de mai 2024),
  - la présence de propanol est une erreur de retranscription du prestataire,
- que la présence de perchloroéthylène est liée à des résidus dans la Centrale de Traitement d'Air (CTA) qui n'est pas démontable,
- ne pas être concerné par les polluants de l'annexe IV car les substances citées ne sont pas utilisées dans le process de fabrication du sensène,

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Points de rejets - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.). Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.

Constats :

Des clapets anti-retour sont présents sur les canalisations d'aspiration du local NAS pour l'isoler en cas de problème ; le point éclair du sensène est de 64°C.

Le rapport du bureau de contrôle APAVE du 18 novembre 2024 concerne la vérification des 4 PCF (portes coupe-feu) et des 7 CCP (clapets coupe-feu) jugée satisfaisante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE - conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions

Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.

[...]

Annexe I : Seuils de consommation et valeurs limites d'émission

[...]

	Activité (seuil de consommation de solvant en tonnes/an)	Seuil (seuil de consommation de solvants en tonnes/an)	Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels (mg C/Nm <sup>3</sup> )	Valeurs limites d'émission diffuse (en % de la quantité de solvant utilisé)	Valeurs limites d'émission totale	Dispositions particulières

11	Nettoyage à sec				20g/kg (1) (2)	(1) Exprimée en masse de solvant émis par kilogramme de produit nettoyé et séché (2) La valeur limite d'émission pour les COV halogénés auxquels est attribuée ou sur lesquels doit être apposée la mention de danger H341 ou H351 définie au II de l'article 9.1 ne s'applique pas à cette activité
----	-----------------	--	--	--	----------------	---

#### Constats :

A fin novembre 2025, l'émission spécifique s'élevait à 7,8 g COV/kg de linge nettoyé au sensène (seul produit de nettoyage à sec).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Surveillance des rejets - mesures périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :

- au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;
- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.

Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.

**Constats :**

Le changement de process (utilisation du sensène et non du perchloroéthylène) est relativement récent. A ce jour, l'exploitant a réalisé des mesures ponctuelles afin de pouvoir déterminer les polluants susceptibles d'être émis lors du nettoyage à sec ; des mesures ont été faites en 2024.

L'exploitant s'est engagé à réaliser des mesures régulières. Au vu des résultats des analyses, il a indiqué être dans l'attente de la liste des polluants à rechercher ; de nouvelles analyses pourront avoir lieu avant la fin de l'année 2025.

Un arrêté préfectoral fixant notamment les fréquences de mesures et les polluants à rechercher est en cours de rédaction par l'Inspection des Installations Classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite